

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 868<sup>e</sup>  
SÉANCE

Lundi 10 décembre 1962,  
à 10 h 55

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Page
Point 38 de l'ordre du jour:	
Accroissement démographique et développement économique ( <i>suite</i> ) . . . . .	483

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

### POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Accroissement démographique et développement économique (A/4849, A/5059, A/5222, A/C.2/L.657 et Add.1) [suite]

1. M. MALHOTRA (Népal) dit que si le problème de l'accroissement démographique comporte des aspects biologiques, politiques et même religieux, il appartient à la Commission de l'étudier principalement du point de vue économique. Dans la lutte que l'humanité tout entière livre contre l'ignorance et la stagnation, on ne peut envisager l'accroissement démographique en dehors du contexte du développement économique. C'est donc à juste titre que le projet de résolution (A/C.2/L.657 et Add.1) met l'accent sur les rapports existant entre la situation économique et sociale et les tendances démographiques. S'il est vrai qu'il existe une étroite interdépendance entre ces deux données chez tous les peuples, leur action réciproque prend une importance accrue dans les pays en voie de développement. Dans ces pays, où la population augmente plus vite que les ressources disponibles, alors qu'il faudrait investir des capitaux supplémentaires pour améliorer son niveau de vie, chaque année de nouvelles bouches viennent consommer les ressources qui seraient si nécessaires pour le développement. Il s'agit là d'un aspect du problème que l'on aurait peut-être tendance à oublier dans certains pays industrialisés disposant de vastes espaces, comme les Etats-Unis, ou le Canada, ou l'Australie, mais qui présente une importance capitale chez les nations engagées dans la voie du développement pour conquérir des conditions de vie plus acceptables.

2. On peut se demander s'il serait possible d'atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement dans le cas où le taux d'accroissement démographique des pays sous-développés resterait aussi élevé qu'il l'est actuellement. Car, en supposant un rapport capital-production de 3 à 1 et un taux annuel d'accroissement démographique de 2 p. 100, un pays doit économiser et investir chaque année 6 p. 100 au moins de son revenu national rien que pour maintenir inchangé son revenu annuel par habitant, c'est-à-dire sans relever aucunement son niveau de vie moyen. Pour atteindre, comme l'envisage la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, un taux de croissance annuel du revenu national global

de 5 p. 100 dans chacun des pays peu développés vers la fin des années 60, il faudrait prévoir pour 1970 un taux d'accroissement annuel du revenu par habitant de 3 p. 100. Un pays en voie de développement devrait donc porter de 9 à 15 p. 100 du produit national brut le montant de son épargne et de ses investissements, nationaux et étrangers, tout en percevant sous forme d'impôts les vastes sommes destinées aux services publics.

3. Il est donc normal que les Nations Unies examinent le problème du taux d'accroissement démographique dans ses rapports avec le taux d'accroissement économique des pays en voie de développement dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le projet de résolution souligne ces rapports réciproques; le paragraphe 5 du projet est fondé sur le paragraphe 15 du rapport de la Commission de la population sur sa onzième session (E/3451) selon lequel l'Organisation des Nations Unies doit accorder son aide aux gouvernements qui la sollicitent, qu'il s'agisse d'études et d'enquêtes ou d'assistance technique, pour permettre l'exécution des projets nationaux de recherche, d'expérimentation et d'action relatifs aux problèmes démographiques. Du reste, les auteurs pourraient, si la Commission le désire, reprendre le libellé exact du paragraphe 15 du rapport de cette commission. Enfin, si le libellé du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution soulève quelques appréhensions chez certaines délégations, on ne saurait trop faire observer qu'il s'agit d'un problème dont la solution peut et doit être différente dans chaque pays, compte tenu des ressources et des aspirations qui lui sont propres, et il appartient à chaque gouvernement de décider lui-même des mesures à prendre, comme de l'assistance à demander.

4. M. VIAUD (France), présentant les amendements proposés par quatre puissances (A/C.2/L.709), rappelle que le problème de la population offre à la fois des terrains étrangement sûrs et de redoutables mystères. Les solutions proposées sont souvent inspirées par la passion ou une généralisation hâtive. Si certains mettent l'accent sur le fait que l'humanité s'accroît de 3 habitants toutes les deux secondes, soit près de 50 millions par an, c'est-à-dire plus que la population de la France, d'autres estiment au contraire que l'accroissement démographique est la manifestation normale de la propagation de l'espèce et par conséquent un bienfait pour l'humanité. Bien que l'idée d'une réduction des naissances ne figure pas expressément dans le projet de résolution envisagé, on sent très bien que les auteurs, au nom peut-être d'une forme d'égoïsme sacré, redoutent avant tout la perspective d'un partage brutal des richesses entre les affamés et les nantis.

5. Il est vrai que les auteurs prennent la précaution de déclarer que la solution dépend des peuples eux-mêmes. Toutefois, si les opinions individuelles sont

permises, on ne saurait chercher à imposer une opinion collective. La lenteur des phénomènes démographiques, l'ignorance quant aux effets à long terme d'un recours systématique aux pratiques anticonceptionnelles et l'imprécision des informations disponibles sur l'efficacité relative des solutions économiques et des solutions démographiques interdisent d'adopter une attitude inspirée par une expérience très limitée. On ne peut encourir une telle responsabilité, qui risquerait de conduire à une méconnaissance des lois naturelles et au viol des consciences.

6. Le projet de résolution vise également la planification de l'expansion démographique sous contrôle de l'Etat, mais la prévention des naissances ne saurait être efficace que lorsqu'elle résulte du libre arbitre de l'individu. En cas d'échec, on pourrait se trouver amené à prendre des mesures plus brutales, telles que l'avortement ou la stérilisation, comme cela s'est produit au Japon.

7. Un autre danger de cette politique, c'est qu'elle risque de conduire à un vieillissement de la population, résultat extrêmement dangereux. Quant à l'aspect purement économique du problème, on se souviendra que l'exode des populations irlandaises au XIX<sup>ème</sup> siècle a privé le pays de ressources humaines dont il aurait eu besoin pour assurer son développement économique. Au contraire, l'afflux massif de réfugiés en Allemagne occidentale a été pour elle un stimulant qui lui a permis de connaître son actuelle renaissance économique. Cet aspect garde son importance en dehors des pays industrialisés et c'est ainsi que, chez les nations en voie de développement, le problème majeur ne devrait pas être de chercher à limiter les naissances, mais plutôt d'accroître les subsistances.

8. Etant donné la complexité du sujet, la délégation française aurait préféré que le projet de résolution soit retiré. Si les auteurs insistent pour le présenter, il faudrait que le texte final se borne à demander une étude plus approfondie de la question et notamment une enquête chez tous les Etats Membres. On ne saurait aller plus loin sans disposer d'une base objective et c'est pourquoi les auteurs des amendements ont voulu éliminer tout ce qui aurait tendu à faire préjuger la solution. Ces amendements constituent le strict minimum de garanties à réclamer pour traiter le problème dans l'esprit scientifique et objectif qui s'impose, et la délégation française ne pourrait appuyer un projet de résolution dans lequel ces suggestions ne seraient pas retenues.

9. M. ZADOTTI (Italie) rappelle que, lorsque les Gouvernements de la Suède et du Danemark ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de la seizième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Accroissement démographique et développement économique" (point 84), la délégation italienne ne s'y est pas opposée, estimant qu'une étude plus complète des divers aspects des problèmes démographiques serait fort utile. Mais elle a précisé en même temps que si le débat et toute proposition impliquaient une intervention de l'Organisation en vue d'encourager, par le truchement de l'assistance technique ou autrement, des principes et des politiques liés au contrôle des naissances ou à des pratiques similaires, elle s'opposerait fermement à toute tentative entreprise pour faire de l'Organisation un moyen de propagande pour des principes qui répugnent à la conscience du peuple italien.

10. Les doutes de la délégation italienne au sujet du projet de résolution dont la Commission est saisie sont de deux ordres. D'une part, le préambule contient des conclusions hâtives et pose l'acceptation universelle de principes sur lesquels les opinions sont très divergentes. Les deuxième et cinquième considérants considèrent comme admise l'action à sens unique de l'augmentation de la population sur le développement économique, celui-ci étant impuissant à compenser les effets négatifs de celui-là sur le niveau de vie des générations actuelle et futures. L'expérience de l'Italie au cours du siècle dernier réfute cette affirmation. L'Italie, qui a toujours été considérée comme un pays surpeuplé, a dû quelquefois recourir à l'émigration. Entre 1874 et 1893, la population étant d'environ 32 millions, les taux d'accroissement pour 1 000 ont été respectivement de 6,58 pour la population, 9,64 pour la formation de capital et 5,73 pour le revenu national. Entre 1951 et 1960, ces taux sont passés respectivement à 7,97, 34,64 et 53,83, pour une population de plus de 50 millions. Ces chiffres expliquent les doutes de la délégation italienne sur les conclusions du projet de résolution, qu'elle trouve prématurées.

11. D'autre part, le paragraphe 5 du dispositif, qui découle des conclusions du préambule, laisse entendre que, si l'explosion démographique doit être contenue, le remède principal, sinon unique, est de fournir, aux pays qui la demandent, l'assistance technique des Nations Unies. Mais le projet de résolution n'indique pas de quel genre d'assistance technique il s'agit, et l'on a dit de plus qu'elle n'impliquerait pas nécessairement des politiques et pratiques de contrôle des naissances. La délégation italienne ne met pas en doute les bonnes intentions qui animaient le représentant de la Tunisie lorsqu'il a expliqué (867<sup>ème</sup> séance) ce que sa délégation entendait par cette assistance technique. Mais la lecture du mémoire explicatif présenté à la seizième session de l'Assemblée générale par les délégations du Danemark et de la Suède (A/4849), et notamment le paragraphe 10 du mémoire qui énonce les points de vue de ces délégations sur la question, donne de bonnes raisons pour attribuer au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution la seule signification qu'il peut avoir.

12. La représentante de la Suède a dit, dans sa déclaration (866<sup>ème</sup> séance), qu'aucun Etat ne devrait avoir le droit, pour des raisons idéologiques ou religieuses, de s'opposer à ce qu'un pays choisisse sa politique démographique conformément à sa situation propre. Personne n'a jamais eu cette intention, et la délégation italienne est d'accord sur ce point. Mais elle rejette l'interprétation qu'a donnée la représentante de la Suède de l'attitude des délégations qui apparemment ne partagent pas son point de vue. On ne saurait trop insister sur le principe qu'il appartient à chaque Etat souverain de choisir la politique démographique qu'il juge convenable. Mais en ce qui la concerne la délégation italienne s'opposera catégoriquement à toute tentative pour utiliser l'assistance technique de l'ONU, ou de toute autre organisation à laquelle l'Italie contribue, en vue d'instaurer une politique de contrôle des naissances sans préciser comment ni où cette politique sera appliquée. Le code pénal italien punit d'une peine allant jusqu'à un an de réclusion ou 10 000 liras d'amende quiconque incite à des pratiques anticonceptionnelles ou se livre à une propagande dans ce sens. Il est donc clair que le Gouvernement italien ne

saurait en aucune façon s'associer aux programmes d'assistance technique qui sont le but fondamental des auteurs du projet de résolution.

13. La délégation italienne souscrit aux déclarations des représentants qui ont pris la parole avant elle, notamment ceux de l'Argentine, de l'Irlande, du Liban et de la France. Elle estime que l'ONU et les organismes qui en dépendent ne peuvent pas s'occuper d'une question qui prête fortement à controverse et qui ne saurait être approuvée par tous les Membres de l'Organisation. C'est dans cet esprit qu'elle considère les amendements présentés par le représentant de la France. La délégation italienne juge que la résolution elle-même n'est peut-être pas nécessaire mais, puisqu'il s'agit, comme en d'autres occasions, d'arriver à une solution de compromis, elle considère les amendements mentionnés comme étant le minimum absolument nécessaire pour aboutir à un texte généralement acceptable. Si ces amendements, ou même une partie seulement, ne sont pas acceptés par les auteurs et par la Commission, la délégation italienne n'aura d'autre recours que de voter contre le projet de résolution.

*Mlle Sellers (Canada), rapporteur, prend la présidence.*

14. M. TOMEH (Syrie) dit que la question de l'accroissement démographique et du développement économique, dont la Deuxième Commission est saisie une fois de plus, est pour le moins problématique, car elle met en cause des facteurs non seulement économiques mais aussi politiques et sociaux, ainsi que des considérations morales et religieuses. Il est impossible de se borner aux facteurs économiques, car même l'interprétation des statistiques est inspirée, directement ou non, par des idéologies et des croyances religieuses. L'accroissement démographique peut avoir un effet stimulant sur le développement économique dans les pays d'Europe occidentale, mais la question est de savoir si les solutions trouvées par ces pays s'appliquent au même degré aux pays sous-développés. Il n'y a pas de loi sociale, économique ou politique unique susceptible d'être appliquée dans l'abstrait, sans tenir compte des situations particulières. Si la révolution industrielle des pays d'Europe occidentale a pu absorber l'accroissement de la population, il n'en est pas de même pour les pays peu développés et, comme l'a dit le représentant du Népal, les questions évoquées concernent les pays en voie de développement. Cela ressort bien du premier considérant du projet de résolution. Les chiffres montrent que la pression démographique, qui a été l'une des forces de la révolution industrielle des pays occidentaux et des pays socialistes, est un handicap plutôt qu'un stimulant pour les pays insuffisamment développés.

15. Les taux de natalité les plus élevés s'enregistrent dans les régions sous-développées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, où vivent environ les deux tiers de l'humanité. Le taux annuel y est en moyenne de 40 à 50 p. 1 000. Il est environ deux fois moins élevé dans les régions développées. Inversement, le revenu par habitant dans les pays sous-développés est d'environ 100 dollars. Il est de 850 dollars en Europe occidentale, et d'environ 2 350 dollars aux Etats-Unis. Cet écart est très grand et continue à s'accroître. Alors que le revenu par habitant, entre 1951 et 1960, a augmenté de 10 dollars dans les pays sous-développés, il a augmenté d'environ 225 dollars aux Etats-Unis et de

275 dollars dans les pays membres de la Communauté économique européenne. Le rapport du Secrétaire général intitulé Décennie des Nations Unies pour le développement: mesures proposées (E/3613) indique, dans la section traitant de la FAO, que l'un des problèmes fondamentaux au cours de la prochaine décennie sera la faim, surtout pour les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'augmentation insuffisante des ressources alimentaires ne pourra que perpétuer le régime de la faim au cours des décennies suivantes, à moins que ces ressources n'augmentent de 5 p. 100 au lieu des 2,5 ou 3 p. 100 prévus.

16. D'autre part, les taux de natalité élevés ajoutent au fardeau financier de l'éducation et des autres services. Le Rapport sur la situation sociale dans le monde pour 1957<sup>1/</sup> montre que, bien que la situation se soit améliorée ces dernières années, la moitié des enfants d'âge scolaire dans les pays sous-développés ne fréquente pas l'école, que la majorité des adultes de beaucoup de ces pays est illettrée, et que le niveau général de l'éducation est bas. L'éducation joue un rôle essentiel dans le progrès économique et social des pays sous-développés, et ces pays déploient de grands efforts dans ce sens. D'autre part, la pression démographique provoque un exode massif des campagnes vers les villes déjà surpeuplées. Mais le problème principal est le fait que, dans les pays sous-développés, l'accroissement de la population est presque aussi rapide que celui de la production alimentaire. Le représentant de la France a indiqué que la solution pourrait être trouvée dans une augmentation des subsistances. Le représentant de la Syrie est d'accord sur ce point, mais fait observer que, si l'on en juge par la situation actuelle, ce n'est pas ce qui se produit. A moins que des mesures énergiques ne soient prises pour résoudre ce problème, il ne peut en résulter que le désordre.

17. La présence d'autres facteurs à côté du facteur économique explique les divergences d'opinions à l'égard du projet de résolution. M. Tomeh croit avoir entendu le représentant de l'Argentine dire que la Commission n'était pas un organe technique qualifié pour établir des conclusions définitives à propos de ce problème. C'est qu'il comporte des aspects religieux que nombre de pays n'accepteraient pas de voir poser devant la Commission. Le représentant de la Syrie fait observer à cet égard que d'autres pays, qui possèdent d'autres idéologies et d'autres croyances, estiment que ce problème devrait être discuté. Si la question est posée sur une base bilatérale, il faut qu'il y ait réciprocité, et le point de vue que défend le représentant de la Syrie devrait être examiné aussi. A propos de la compétence de la Commission, il convient de se souvenir qu'elle a adopté certaines résolutions qui n'avaient pas seulement des aspects économiques. Par exemple, tout le monde s'accorde à reconnaître que la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles comporte des aspects juridiques tout aussi importants. On pourrait en dire autant du projet de résolution concernant l'inflation, qui relève essentiellement du Fonds monétaire international, comme l'ont souligné les représentants de la République arabe unie et de la France.

18. Quant à l'aspect purement religieux de la question, M. Tomeh assure les représentants de l'Italie,

<sup>1/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 57.IV.3.

de l'Argentine, de la France et de l'Irlande qu'il ne le perd pas de vue, mais il fait remarquer que certaines églises chrétiennes n'ont aucune objection contre l'étude du problème. Même l'attitude de l'Eglise catholique n'est pas absolument rigide sur cette question. S.S. Pie XII a fait, en 1951, deux déclarations sur ce sujet. Après avoir souligné le devoir qu'ont les personnes mariées de contribuer à la continuation de l'espèce humaine, il a dit que cette obligation peut être levée, même pour toute la durée du mariage, s'il existe des contre-indications d'ordre médical, économique ou social. Il a ensuite développé sa position en parlant, à propos de la moralité conjugale, de la légalité de la limitation des naissances par la méthode de la continence périodique en fixant des limites d'ailleurs fort larges. Il a même exprimé l'espoir que la science médicale donnerait à cette méthode permise une sécurité suffisante, espoir que confirment les données les plus récentes. Il a ajouté que l'Eglise s'en remettait naturellement à la science médicale. Cela montre bien qu'il faut faire preuve d'une certaine largeur de vues pour examiner la question.

19. M. Tomeh n'est pas d'accord non plus avec la façon dont le représentant du Liban envisage le problème. Ce dernier a soulevé, comme le représentant de l'Italie, des objections en ce qui concerne l'assistance des Nations Unies dans ce domaine. Le représentant de la Syrie estime pourtant que le problème de la population mérite autant d'attention de la part de l'Organisation que d'autres questions dont elle s'occupe. Il rappelle en passant au représentant du Liban qu'il y a certainement autant de Libanais à l'étranger qu'au Liban même.

20. Le représentant de la Syrie reconnaît pour conclure que la question dont la Commission est saisie prête certainement à la controverse. Il espère que les auteurs du projet de résolution parviendront à une solution de compromis et accepteront les amendements présentés par la France et d'autres puissances. Il tient à souligner l'aspect très libéral de ce texte, qui reconnaît l'existence d'un problème très important, pour les pays sous-développés surtout, qui est étroitement lié au développement économique et social. Le projet de résolution prie seulement les organes compétents d'effectuer les études qui s'imposent sur les relations entre les divers aspects de ce problème et ne comporte aucune obligation pour les gouvernements, comme le souligne le quatrième considérant. Comme l'a dit la représentante de la Suède, l'idée que les auteurs du projet de résolution ont l'intention d'imposer des mesures en vue de ralentir l'accroissement démographique au moyen de l'assistance technique est complètement fautive. Le représentant de la Syrie est convaincu que le but essentiel de toute personne s'occupant d'un problème aussi grave est d'alléger les souffrances de l'humanité.

*M. Lewandowski (Pologne) reprend la présidence.*

21. M. KARIM (Pakistan) dit que son pays fait face à un accroissement démographique alarmant et doit soutenir une lutte terrible pour poursuivre son développement économique. Le rythme de l'accroissement démographique s'est particulièrement accéléré depuis 1951, les progrès de la santé publique ayant entraîné une baisse substantielle du taux de mortalité. Toute la région où est situé le Pakistan mène actuellement une véritable lutte pour la vie, et la poussée démographique entraîne une déperdition accrue des ressources qui ne peut qu'ajouter à la faim, à la misère

et à l'ignorance. Si l'on considère seulement la Chine, l'Inde, le Japon et le Pakistan, la population de ces quatre pays représente 40 p. 100 de la population du monde; pour peu que la tendance actuelle se maintienne, les pays membres de la CEAEO verront leur population doubler au cours des 30 prochaines années et atteindre à peu près le niveau actuel de la population mondiale. La situation à l'échelle mondiale ne laisse pas de causer des inquiétudes, elle aussi, car un simple calcul arithmétique montre que, si rien ne vient la modifier, les humains s'entre-tueront dans les 60 années à venir faute de place. Il est donc indispensable d'adopter une politique réaliste à l'égard de ce problème, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international.

22. La délégation pakistanaise est heureuse que l'Organisation des Nations Unies examine enfin le rôle qu'elle peut jouer à ce sujet dans la mesure où il intéresse le développement économique, mais elle aurait préféré un débat plus objectif. Or, le représentant de l'Argentine, notamment, a déclaré qu'il n'existait pas de problème de surpopulation dans le monde et il a dit que la thèse selon laquelle un accroissement démographique excessif est un facteur négatif du développement économique n'avait jamais été prouvée. Cette déclaration ne laisse pas de surprendre, vu que ce point a été souligné dans quantités d'études de l'ONU, des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales. On peut contester l'exactitude de certaines données statistiques, mais on constate, pour le Pakistan et pour l'Inde, que les prévisions ont été trop optimistes, le taux d'accroissement naturel s'étant révélé beaucoup plus élevé, à la lumière du recensement de 1961, qu'on ne l'avait prévu sur la base du recensement de 1951. On a dit aussi que l'accroissement démographique ne représente pas nécessairement un danger pour la croissance économique; cela peut être vrai pour quelques pays peu peuplés disposant d'amples ressources, mais ce n'est le cas ni pour les pays membres de la CEAEO ni même pour les pays d'Amérique latine, comme l'a reconnu le rapport du Cycle d'études des Nations Unies sur l'évaluation et l'utilisation des données de recensement en Amérique latine (ST/TAO/SER.C/46) qui fait état du problème consistant à nourrir les nouvelles couches de la population qui ne deviendront productives que beaucoup plus tard. De leur côté, des organismes indépendants ont fait remarquer que le taux de natalité élevé des pays d'Amérique latine risque de contrecarrer les résultats favorables qu'on pouvait attendre de l'Alliance pour le progrès; dans la plupart de ces pays, le taux d'accroissement démographique est en moyenne de 3 à 5 p. 100 et il faudrait obtenir, pour arriver seulement à maintenir le niveau de vie actuel, un taux de croissance économique de 9 p. 100, de beaucoup supérieur au taux actuel.

23. Le représentant de l'Argentine a laissé entendre que les pays développés semblent se préoccuper davantage du problème démographique dans les pays en voie de développement que ces pays eux-mêmes. Tel n'est certes pas le cas pour les pays membres de la CEAEO: la plupart d'entre eux ont adopté une politique démographique bien avant que l'on n'ait songé à étudier cette question à l'ONU. Le Japon d'abord, puis l'Inde, Ceylan et le Pakistan ont élaboré des programmes pour déterminer quelle devrait être la dimension de la famille. A cet égard, l'expérience acquise dans les pays évolués d'Occident, et même en Argentine — où le taux d'accroissement de 1,4

p. 100 est l'un des plus bas en dehors de l'Europe —, pourrait être fort utile aux pays qui souffrent de la surpopulation. Les représentants de l'Argentine, de la France, du Liban et de l'Italie ont reproché au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution d'imposer à certains Etats Membres un point de vue auquel ils répugnent; ce n'était pas là l'intention des auteurs, dont le seul but est de permettre à l'Organisation de fournir une assistance technique aux gouvernements qui en font la demande et à ceux-là uniquement. Ces pays semblent redouter que les fonds ainsi utilisés ne soient consacrés à des moyens mécaniques de limitation de la population, mais les auteurs visent surtout une campagne d'éducation des masses qui les convaincront au premier chef de la nécessité d'une planification de la famille et ne leur enseignerait qu'ensuite comment l'appliquer, étant bien entendu que la décision appartiendrait à chaque individu.

24. Selon le représentant de l'Irlande, c'est faire preuve d'une conception statique que de croire qu'un accroissement démographique excessif freine le développement économique, car cette opinion ne tiendrait compte ni des progrès de la technique, ni de l'organisation rationnelle du commerce mondial; pour lui, le monde actuel est un monde de surproduction et il suffirait de répartir les fruits de la production pour absorber sans effort tout accroissement démographique. C'est là une interprétation utopique, puisque le monde ne constitue pas une unité économique à l'intérieur de laquelle les capitaux, la main-d'œuvre et les produits circulent librement, mais un monde de nations souveraines et rivales qui protègent leurs intérêts par toutes sortes de barrières. Dans un tel monde, la thèse irlandaise aurait pour effet de rendre les pays surpeuplés de plus en plus tributaires de l'aide étrangère en particulier sous la forme de denrées alimentaires. Or, aucun des pays en voie de développement ne souhaite rester dans un état permanent de dépendance et c'est pourquoi ils trouvent humiliantes les suggestions de l'Irlande et du Liban, car elles ne pourraient que conduire à cet état de choses. Sans doute, l'Irlande ou l'Italie ont-elles pu résoudre leurs problèmes de surpopulation par l'émigration, mais les pays d'Asie et d'Extrême-Orient ne peuvent résoudre ces problèmes, qu'à l'intérieur de leurs frontières. S'ils les abandonnaient au libre jeu des forces naturelles, il pourrait en résulter des désordres intérieurs, voire des révolutions.

25. Quant au représentant de la RSS d'Ukraine, il voit dans le projet de résolution l'expression d'une sorte de néo-malthusianisme. Les pays socialistes estiment que la solution du problème de la surpopulation réside dans des changements sociaux, suivant vraisemblablement les grandes lignes de leurs propres changements institutionnels. Il est permis de se demander si cette opinion ne repose pas sur les réalités du rapport population-ressources plutôt que sur le dogme rigide du marxisme-léninisme, étant donné que l'Union soviétique dispose aujourd'hui d'énormes ressources matérielles et n'a qu'une faible densité de population. Si les représentants légitimes de la Chine étaient présents, sans doute la Commission aurait-elle entendu un point de vue plus réaliste, car il est bien connu que la Chine est pleinement consciente de la nécessité d'une planification démographique, même si les solutions que ses dirigeants

ont envisagées ont pu changer de 1954 à nos jours. En tout cas, leur attitude devrait convaincre les pays socialistes que certaines lois économiques, et notamment les lois démographiques, sont indépendantes des systèmes sociaux et politiques et jouent aussi bien dans les pays socialistes que dans les pays capitalistes. La délégation pakistanaise espère que les pays socialistes reviendront sur leur attitude et appuieront le projet de résolution.

26. M. BERNARDO (Argentine), exerçant son droit de réponse, dit que, loin d'introduire dans le débat des considérations d'ordre religieux, comme l'a soutenu le représentant de la Syrie, l'Argentine a bien précisé qu'elle ne faisait état de ses convictions morales et religieuses qu'à titre d'information et pour éviter que d'autres délégations ne fassent du prosélytisme et n'imposent des vues qui répugnent à nombre d'Etats Membres. Il ne fait pas de doute que le fait d'accorder une assistance technique par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies engage la responsabilité morale autant que financière de tous les Etats Membres. Ce n'est du reste pas une simple coïncidence que les mots "assistance technique" aient été remplacés récemment par les mots "coopération technique". Lorsque la délégation argentine a dit que la question ne relevait pas de la compétence de l'Organisation des Nations Unies, elle n'a pas seulement voulu parler de compétence juridique, s'agissant de questions à résonances morales et religieuses, mais aussi de la responsabilité des Etats. La Commission se rappellera qu'il avait été question de modifier, à sa onzième session, les attributions de la Commission de la population, et qu'il a été décidé à la majorité de ne pas modifier le mandat de cette commission, celle-ci devant demeurer neutre.

27. M. Bernardo ajoute qu'il n'avait pas jugé opportun de faire un exposé de la doctrine de l'Eglise catholique en matière d'accroissement démographique; or, c'est le représentant de la Syrie qui prétend aujourd'hui révéler à la Commission quelle est la véritable doctrine de l'Eglise. Mais le représentant de la Syrie se trompe: de Léon XIII à Jean XXIII, en passant par Pie XI, l'Eglise a toujours condamné tout moyen artificiel d'empêcher les naissances. D'après la doctrine de l'Eglise, l'un des plus grands bienfaits du mariage est la procréation au service de l'espèce; la position catholique condamne les pratiques anticonceptionnelles et ne permet la méthode de continence périodique que dans des cas précis, s'agissant de la responsabilité des personnes et non de la formulation d'une politique.

28. La délégation argentine ne conteste pas seulement le fond du projet de résolution, mais la façon même dont le problème a été évoqué. Elle nie qu'il soit possible, du point de vue scientifique, de dire que l'accroissement démographique est incompatible avec le développement économique. De toute manière, une politique favorisant la limitation des naissances constitue une inversion des valeurs morales et entraîne ainsi la perte du sens de la responsabilité inhérente au mariage.

29. La délégation argentine se réserve le droit de répondre ultérieurement aux remarques faites par le représentant du Pakistan.

La séance est levée à 13 h 5.